

L'ESPAGNE SOCIALISTE

Organe franco-espagnol illustré du Comité d'Action Socialiste pour l'Espagne (C. A. S. P. E.)

BI-MENSUEL

DIRECTEUR : Jean ZYROMSKI

ADMINISTRATION

78, rue Beaubourg, Paris (3^e)
(métro Arts-et-Métiers)
Permanence de 17 à 19 heures

ABONNEMENTS

6 mois 10 fr. Un an 20 fr.
Abonnement de soutien 30 fr.

ABONNEMENTS ETRANGERS

6 mois 15 fr. Un an 30 fr.

Compte Chèques Postaux : Paris 1660-86
Simone KAHN 2, rue Eugène-Poubelle, Paris-16^e.

SOMMAIRE

LA DERNIERE FORFAITURE, Editorial.

NOUS ATTENDONS TOUJOURS LES ACTES DECISIFS, par Jean Zyromski.

DES ASTURIES A L'ARAGON, par Paul Perin.

DISCRET ANNIVERSAIRE, par A. Weil-Curiel.

LES ACCORDS DE NYON OU IMPERIALISME D'ABORD, par Jean Prader.

TRAITS INTEMPESTIFS, par Boris Skomrovsky.

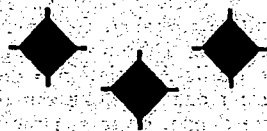
LA SINISTRE FARCE NE PEUT PLUS CONTINUER, par Jean Longuet.

LE SECOND MARTYRE DES ASTURIES, par Michel Collinet.

CHEZ NOS ENFANTS ESPAGNOLS, par S. Grunfeld.

LE SCANDALE DES REFOULEMENTS. — LA RESOLUTION DU C. A. S. P. E. POUR LE CONSEIL NATIONAL.

Notes et correspondances, etc...



Seule l'Unité des travailleurs peut écraser le fascisme

Fol. Jo 458



Nous attendons toujours les actes décisifs

L'intervention ouverte, délibérée, de plus en plus massive, de la part de l'Italie et de l'Allemagne se poursuit en Espagne méthodiquement.

Après Bilbao, Santander, c'est maintenant dans l'héroïque province des Asturies, un des points d'appui les plus solides du Socialisme en Espagne que la guerre se déroule. Le nord de l'Espagne fidèle à la République est une zone qui se restreint tous les jours.

L'axe Rome-Berlin fonctionne parfaitement. Les deux dictateurs, Hitler et Mussolini s'entendent complètement et ils annoncent tranquillement : *l'Europe sera fasciste*.

Comme nous le disons — depuis le début de la guerre d'Espagne — l'invasion, l'agression de ce pays est une étape du plan général d'invasion et d'agression qui doit s'étendre à toute l'Europe.

En présence de cette solidarité étroite, bien conjuguée du fascisme sur le plan international, nous ne pouvons mettre en regard les actes décisifs des puissances démocratiques.

A Genève, où le gouvernement républicain d'Espagne avait porté le débat, aucune décision pratique n'a été prise ; l'Espagne n'a pas été réélue au Conseil de la S. D. N. ; la résolution politique porte des jugements assez satisfaisants relativement mais sans portée positive immédiate.

A Nyon, la conférence méditerranéenne s'est bien réunie, malgré le veto fasciste, mais l'élimination de l'Espagne républicaine et l'exclusion des bateaux espagnols du système de garantie et de protection organisé sont des vices essentiels, réhibitoires, qui nous empêchent d'émettre les opinions louangeuses prodiguées à cette occasion. Au surplus, la même faute est commise comme quand il s'est agi du contrôle naval. La conférence de Nyon a confié à l'Italie une mission de protection dans la Méditerranée, ce qui véritablement est un comble. Ce sont les agresseurs et les pirates qui en même temps sont chargés de contrôler et de protéger !

Dans cette affaire d'Espagne, depuis le début, les situations les plus équivoques, les plus mensongères, les plus « dérisoires » se succèdent sans vergogne.

C'est ce qui nous interdit de voir un redressement réel dans la politique internationale pratiquée depuis ces dernières semaines. Il y a bien ça et là de la part du Quai d'Orsay quelques velléités, quelques timides essais de résistance mais cela ne dure pas, cela est emporté le jour suivant et le problème reste toujours le même, angoissant et tragique : *Va l'on laisser écraser l'Espagne républicaine ?*

Je suis convaincu qu'une initiative énergique du gouvernement français serait décisive ; elle SEULE serait capable d'emporter en Grande-Bretagne les hésitations du gouvernement conservateur ; depuis plusieurs mois les forces ouvrières et libérales et même certains éléments conservateurs dans ce pays ont compris la situation. L'attitude du Labour Party mérite une approbation totale. Il est certain que l'action du gouvernement français, se décidant à sortir de sa politique de non-intervention à laquelle il s'accroche, aurait une influence déterminante sur l'Angleterre parce qu'elle fornicierait la position de toute une fraction de plus en plus importante de l'opinion britannique.

Seulement, pour cela, il faut des actes qui frappent, qui résonnent, qui secouent. En premier lieu, j'en vois un : *l'ouverture de la frontière terrestre des Pyrénées*, sans restriction, au profit du gouvernement républicain, le seul régulier, le seul reconnu par nous.

Ce qui naturellement exclut formellement l'ouverture de la frontière, du côté de la zone franquiste.

Cette mesure est, bien entendu, plus que justifiée depuis la fin du contrôle naval, depuis le refus du Portugal d'accepter un contrôle international, depuis l'intervention totale des Etats fascistes en Espagne.

Outre les avantages que l'Espagne républicaine en retirerait, elle aurait le mérite de montrer aux Etats fascistes « qu'il y a quelque chose de changé ».

Elle créerait une situation qui obligerait

LA DERNIERE FORFAITURE

Non seulement les délégués socialistes du gouvernement font des cocottes en papier sur le bureau du Conseil des ministres avec les résolutions du Congrès de Marseille, mais lorsqu'une chance leur est donnée d'en amener l'application, ils s'empressent de la rejeter.

Les camarades du Parti savent comment nos ministres ont, au mépris d'une volonté unanimement exprimée, donné leur agrément au plan Eden.

Mais il s'est trouvé que Mussolini n'en a pas voulu.

L'occasion était belle de reprendre une liberté que personne au monde d'ailleurs n'ose nous contester.

Allons donc ! Après trois mois d'atermoiements, Mussolini répond catégoriquement qu'il ne veut pas de la conférence à trois, destinée à régler le rappel des « volontaires » d'Espagne.

« Urbi et orbi » la France avait annoncé qu'en cas de refus de M. Mussolini, la frontière des Pyrénées serait enfin rendue au libre trafic entre l'Espagne républicaine et la France.

Sans doute, on espérait bien que la réponse italienne entraînerait suffisamment pour que Franco soit définitivement victorieux, mais voici que l'héroïsme des Asturiens remet tout en question. Franco progresse, mais lentement ; il faut encore gagner du temps.

Et alors, malgré l'insolence de la réponse italienne, le Conseil des ministres français du 14 octobre 1937 a accepté de renvoyer au Comité de non-intervention de Londres la question des « volontaires ». Faut-il rappeler que la démarche franco-anglaise auprès

de Mussolini n'avait été que la conséquence de l'impuissance du Comité Plymouth à régler la question ?

Un délai de quinze jours est accordé à ce Comité, pour qu'il constate une fois de plus son incapacité à résoudre un problème, qui n'est qu'un problème de volonté et d'énergie de la part des gouvernements antifascistes. Rien ne peut sortir d'une nouvelle délibération du Comité de Londres. Tout le monde le sait, même ceux comme M. Delbos, qui ne savent rien, mais, pendant ce temps, Franco va être abondamment ravitaillé en hommes et en armements pour la campagne d'hiver, cependant que les gouvernements, victimes du blocus, continueront de manquer du strict nécessaire. D'atermoiements en reculs, Franco finira bien par gagner et l'épineux problème sera donc enfin résolu.

Mais est-ce cela qu'ont voulu les électeurs du Front populaire ?

Nous, socialistes, n'avons consenti des sacrifices idéologiques considérables que pour lutter contre le fascisme international, dont les Croix de feu, Doriot et autres cagouleurs, ne sont qu'une ramification à notre usage interne. Mais, à coup sûr, nous n'avons pas voulu d'une politique d'abdication et de complicité, qui fasse le jeu du fascisme, de Hitler, de Mussolini, de Franco, et, par voie de conséquence, du futur « führer » français. La plaisanterie a assez duré. Le comprendra-t-on, ou, nous obligera-t-on à porter le débat devant la large démocratie du Front populaire ?

L'ESPAGNE SOCIALISTE.

RÉSOLUTION SUR L'ESPAGNE POUR LE CONSEIL NATIONAL

Le Conseil National, vu l'extrême urgence qu'il y a de sauver tout à la fois les héroïques travailleurs d'Espagne et la paix du monde, rappelle et spécifie que la résolution adoptée à l'unanimité par le Congrès de Marseille constitue, tant par ses termes exprès que par son accord complet avec la position de l'Internationale, un rejet total de l'ensemble de la politique dite de « non-intervention ».

En conséquence, se refusant d'engager à nouveau le débat quant au fond sur une chose jugée par l'instance suprême du Parti et se bornant, conformément à son rôle statutaire, à assurer l'exécution des décisions du Congrès, le Conseil National déclare :

Que le retrait des soi-disant volontaires fascistes en Espagne ne peut impliquer aucune concession gracieuse, prélude de nouveaux avantages accordés à l'Italie, mais qu'il doit être la condition préalable au rétablissement des rapports internationaux dans une base normale.

Le Conseil National décide qu'en application de cette idée et pour obéir au mandat fixé par le Congrès National, les ministres socialistes mettront tout en œuvre « pour que la France rétablisse sans aucun délai et sans aucune condition la pleine liberté du commerce des armes et des munitions avec l'Espagne républicaine », ce commerce étant contrôlé par l'Etat disposant souverainement des industries de guerre et le blocus étant maintenu et renforcé contre les rebelles.

En même temps, les ministres socialistes s'efforceront d'obtenir : la répression impitoyable des menées franquistes trop longtemps tolérées sur le territoire français ; l'établissement avec l'Espagne républicaine de relations commerciales particulièrement favorables dans tous les domaines ; enfin une politique cohérente disposant de crédits suffisants pour venir en aide aux réfugiés espagnols chassés de leurs foyers par l'invasion barbare. Les ministres socialistes s'opposeront en outre à toute participation de la France à des tractations diplomatiques quelconques destinées à disposer du sort du peuple espagnol contre sa volonté manifeste.

Le Conseil National considère que les forces ouvrières, tant pour bien manifester aux gouvernements la volonté de l'opinion publique que pour accomplir leur devoir propre d'aide substantielle à l'Espagne martyre, doivent utiliser sans plus attendre les diverses armes de l'action directe et tout particulièrement : pratiquer, partout où c'est en leur pouvoir, le sabotage du commerce destiné aux rebelles et le ravitaillement autonome des forces gouvernementales ; organiser des journées nationales et internationales de solidarité comportant des manifestations de masse marquées par des envois d'avions, de bateaux et de convois de vivres ou de médicaments ; rassembler des souscriptions massives « devant prendre le plus tôt possible la forme d'un versement régulier assumé par tout le prolétariat mondial jusqu'à la fin de la guerre ».

Dans le même esprit, et pour resserrer les liens entre les travailleurs espagnols et français, le Conseil national décide l'envoi à Valence d'une délégation permanente, centralisant tous les efforts de solidarité accomplis en France, ainsi que des correspondants spéciaux du POPULAIRE, documentant d'une façon objective les travailleurs français sur les événements espagnols.

les Etats démocratiques à prendre parti et à former cette coalition des forces pacifiques du monde décidée à faire prévaloir la paix sur la guerre fasciste. Ainsi seulement, on pourra faire cesser l'intervention fasciste par le retrait imposé des unités militaires constituées par l'Italie et débarquées sur le sol de la péninsule ibérique.

La Russie soviétique et la République mexicaine ont déjà depuis longtemps accompli de leur côté des actes décisifs, et ni l'Allemagne, ni l'Italie ne leur ont fait la guerre ; la France doit s'engager dans la même voie et dans la situation internationale d'aujourd'hui, c'est justement cette orientation de notre pays qui pesera efficacement pour créer le barrage de la paix, évoqué dans le dernier discours du président Roosevelt.

Il faut donc accentuer la pression sur le gouvernement français mais il nous faut aussi insister sur la nécessité d'une action directe prolétarienne en faveur de l'Espagne républicaine.

Les décisions des Internationales socialiste et syndicale ont rappelé à plusieurs reprises le devoir d'entraver le ravitaillement des rebelles. Nous savons que malheureusement par suite de complexités nombreuses la frontière du Pays basque n'a pas toujours été fermée, loin de là, pour eux. Sur ce point l'action syndicale doit suppléer aux défaillances administratives, et quant au ravitaillement par mer, une action internationale de toutes les Fédérations intéressées s'impose.

L'aide à l'Espagne se traduit sous les formes les plus diverses : il ne faut négliger aucun facteur. La pression sur les gouvernements pour qu'ils adoptent une attitude ferme contre les puissances fascistes, doit se conjuguer avec l'action spécifiquement ouvrière du sabotage systématique de tout ravitaillement aux franquistes.

Ouverture immédiate de la frontière des Pyrénées pour la République espagnole.

Boycott de tous produits pour l'Espagne franquiste.

Voilà les actes décisifs qui s'imposent au gouvernement français et à la classe ouvrière internationale.

Jean ZYROMSKI.

Les émissions « Radio-Barcelone »

Barcelone, 11 octobre. — Le poste émetteur « Radio-Barcelone » communique les précisions suivantes :

Distinctif du poste Radio-Barcelone EAJ-1 ;

Puissance : 7,5 kw. ;

Fréquence : 795 kcs. ;

Longueur d'onde : 377,4 m.

Distinctif du poste Radio-Barcelone en onde courte :

Fréquence : 795 kcs. ;

Longueur d'onde : 42 m.

LES EMISSIONS D'INFORMATIONS DE CERTAINS POSTES GOUVERNEMENTAUX

Les postes « Voz de Espana », « Radio-Norte », « Radio-Association » de Barcelone, « Union-Radio », de Barcelone, émettent des informations aux heures suivantes :

« Voz de Espana », ondes courtes 42-46, journal parlé de 8 heures à 9 heures, et de 13 heures à 14 h. 30. Le poste transmet les mêmes informations en langues étrangères de 19 heures à 20 heures ;

« Radio Norte », longueur d'ondes 42-80, journal parlé de 13 h. 30 à 14 h. 30, et de 23 heures à 24 heures. Au cours de cette dernière émission, le communiqué du ministère de la Défense Nationale est transmis ;

« Radio-Association » de Barcelone, puissance 1.022 W. Longueur d'ondes 293,5. Ce poste donne, outre son programme ordinaire, d'amples informations en langues étrangères sur les événements les plus importants de la guerre, à 12 heures et à 24 heures ;

« Union-Radio » de Barcelone, puissance 795 w., longueur d'onde 377,4. Ce poste donne les mêmes informations que celles du précédent, et aux mêmes heures.

Pour le Conseil National

Faites voter la résolution du C. A. S. P. E.

Le Gouvernement livre les enfants aux bombes de Franco

Une nouvelle infamie

Malgré que des événements plus graves dans leurs répercussions internationales, aient marqué ses vacances, « L'Espagne socialiste » met la question du « rapatriement » des réfugiés espagnols en tête des colonnes de ce numéro de rentrée. C'est que nulle autre n'est plus révélatrice sur les causes profondes de la politique du gouvernement français.

La réaction, fidèle à elle-même, n'avait négligé aucune occasion ni aucune calomnie pour exciter les jalousies et le sadisme des possédants et des respectabilités contre les réclamations de ces réfugiés qui avaient l'insolence de croire qu'ils étaient autre chose que des bêtes. Comme si leur plus haut devoir devait consister à accepter n'importe quel traitement avec une respectueuse soumission. Comme si le pain et le gîte, que la France leur donnait parcimonieusement n'étaient pas une bien insuffisante compensation pour la trahison commise lorsqu'elle leur refusa les armes qui leur auraient permis de rester chez eux. Comme si la seule conduite qu'il convint à la France d'adopter envers eux n'était pas celle de la considération et de l'humilité.

Donc, on les a chassés. On a rendu trente mille enfants au feu, aux gaz, aux explosions. Ils coûtaient trop cher, dit M. Dormoy. Et d'avancer un chiffre, qui s'avère immédiatement mensonger. Un million pour 50.000 individus, cela fait 20 francs par jour et par personne, bien plus que l'indemnité allouée aux chômeurs. Les comptes officiels de la municipalité de Bayonne établissent que chaque réfugié revenait à 5 fr. 50 par jour. Le centre d'hébergement de la C. G. T. dépense 7 fr. Le propre parti de M. Dormoy a aussi — depuis l'initiative du C. A. S. P. E. — un centre d'hébergement qui, grâce au dévouement de la direction fédérale de la Seine, est l'un des meilleurs de France. Ses frais se montent à 3 fr. 50 par jour et par personne. Des projets sérieux, d'innombrables dévouements, ont été offerts au gouvernement français pour organiser l'entretien de ces réfugiés sur des bases saines, rationnelles et économiques : des plans d'installation sur des terres en friche, des échanges de services franco-espagnols, des coopératives, des accords internationaux. Qui pourra prétendre de bonne foi qu'un tel effort était inabordable pour un grand pays comme la France ? Sait-on tout ce qui a été fait — sans aucune perturbation sensible dans l'économie nationale — pour les émigrés russes blancs et leurs enfants ?

Mais on n'a pas voulu, puisqu'il s'agissait de victimes traditionnelles, de rouges, d'inintéressants. Le seul effort qui ait été déployé a été auprès du gouvernement espagnol... pour le forcer à donner son approbation. Car on l'a forcé. Nous connaissons trop bien, au C. A. S. P. E., la façon dont la France sait exploiter la situation précaire dans laquelle elle a mis l'Espagne pour lui imposer par surcroît les pires pressions, en applications du vieux principe de la société des loups : la souffrance paye.

400 réfugiés de la Seine-Inférieure ont repris hier le chemin de l'Espagne

Rouen, 11 octobre (dép. Petit Parisien.) Un train spécial a recueilli aujourd'hui au Havre, à Yvetot et à Rouen les réfugiés espagnols que le gouvernement français fait diriger vers la Tour-de-Carol, dans les Pyrénées-Orientales, avant de les renvoyer en Espagne gouvernementale. Le nombre de ces réfugiés qui s'étaient embarqués à Rouen a été de près de quatre cents. Un autre contingent sera dirigé sur sa demande vers Hendaye et les territoires occupés par les nationalistes. Il partira demain et après-demain.

Il suffit d'ailleurs de réfléchir un instant pour comprendre que le quitus de Negrin ne peut avoir été donné de plein cœur. Car, si la France est libre et tranquille, l'Espagne, elle, doit tendre toutes ses ressources pour sa défense. Une population dont l'entretien pourrait ne représenter qu'une charge légère pour la France est, pour l'Espagne envahie, désarmée, affamée et bloquée, un très lourd fardeau. A Barcelone comme à Bilbao, la présence des femmes, des vieillards et des enfants ne peut que gêner la conduite de la guerre. Negrin ne pouvait pas vouloir cela. Negrin a été forcé.

Et pendant que la police française reconduit dans la fournaise les enfants en haillons, elle continue à s'incliner, avec le respect du larbin, devant les réfugiés qui ont emporté de l'Espagne révolutionnaire leur argent avec leur passé de crime. Car l'argent reste roi dans la France du Front populaire. Ceux-là ont beau pousser l'insolence jusqu'à comploter ouvertement contre les libertés auxquelles ils doivent la vie, ils ont beau transformer cyniquement et ouvertement toute une province française en une place d'armes pour les rebelles, ils ont beau jouer de la bombe autant que de la morgue, ils sont sacrés et protégés, car ils sont riches.

Et maintenant, camarades, demandez-vous pourquoi tant de mauvaise volonté, pourquoi tant d'odieuse injustice. On ne peut plus, cette fois, invoquer la volonté de Londres. On ne peut pas invoquer les charges financières. Alors ? camarades, c'est très simple : demandez-vous à qui le crime profite. Quelles sont les seules forces qui ont intérêt à renvoyer les innocents d'Espagne sous les bombes fascistes ? Quelles sont les seules forces qui ont fait dans ce but la plus insidieuse, la plus acharnée, la plus abjecte des campagnes ? Ce sont les forces de toutes les réactions. La grande bourgeoisie. Les journalistes d'argent. Le haut fonctionariat. Les députés nationaux. Les messieurs distingués qui défendent l'ordre, la propriété, la famille et la misère. C'est à eux qu'on a cédé. A eux seuls. C'est à eux qu'on a cédé déjà quand on a décidé le blocus. A eux seuls. C'est à eux qu'on n'ose jamais dire : non. A eux seuls. C'est pour cela et pour rien d'autre que le Front populaire de France a lâché et poignardé dans le dos le Front populaire d'Espagne. C'est pour cela que nous allons à la catastrophe dans tous les domaines.

Tel est l'enseignement politique que nous laissent, avec leur regard muet rempli de reproches et, déjà, d'effroi, les trente mille petits rapatriés. Enseignement capital, car il éclaire et explique toute l'expérience historique récente.

Il n'est plus possible, hélas, d'empêcher l'exécution de la mesure scélérale. Qu'au moins les socialistes de France sachent en tirer assez d'indignation pour qu'un irrésistible mouvement de solidarité vienne racheter l'acte d'un ministre ; pour qu'une vague irrésistible de mépris réduise à l'impuissance les hommes qui déshonorent le mouvement ouvrier. Le C. A. S. P. E. est décidé à s'y employer de toutes ses forces. En attendant, et pour courir à l'une des tâches les plus pressantes de l'heure, il supplie le parti socialiste d'Espagne de ne pas charger son parti frère tout entier de la responsabilité d'une politique qu'aucun mot ne pourrait qualifier.

Non, camarades, non, non, non, le socialisme français, ce n'est pas ça :

Le C. A. S. P. E.

PROTESTATION des intellectuels antifascistes

Emu par la facilité avec laquelle l'opinion française — et même la presse de Front populaire — a paru accepter les mesures prises par le gouvernement français pour le refoulement des réfugiés espagnols, le bureau du COMITE DE VIGILANCE DES INTELLECTUELS ANTIFASCISTES, présidé par notre éminent ami, le professeur Paul Rivet, a décidé, dans sa séance du 9 octobre, d'adresser sa protestation aux ministres responsables et de rendre publique cette protestation. Nous publions ci-dessous le texte du C. V. I. A.

Nous comprenons qu'une décision, prise par un gouvernement qui se réclame du Front populaire, puisse difficilement subir — dans la presse de Front populaire — les critiques des partis et des organisations responsables. Jamais peut-être, pourtant, cette servitude ne nous a paru aussi lourde qu'à la nouvelle des mesures arrêtées pour le « rapatriement » des réfugiés espagnols.

Deux faits, du moins, auront sauvé l'honneur. Dans un ordre du jour voté le 6 octobre, 5.000 travailleurs des services publics ont dit leur réprobation et leur peine. Le 11 octobre, en gare d'Ezy, près d'Evreux, 150 manifestants, hommes et femmes, ont occupé la gare et, pour s'opposer au départ des réfugiés, ont été jusqu'à se coucher sur les rails ; la gendarmerie et la garde mobile ont dû intervenir.

Ces actes populaires nous obligent à réfléchir, par delà la discipline consentie, à la nature, aux raisons vraies et aux conséquences des mesures arrêtées.

Il s'agit — pour les neuf dixièmes, de femmes, d'enfants et de vieillards qui ont fui le massacre et la souffrance. Groupés et surveillés, ils dépendent totalement des autorités françaises. Pourquoi donc décider de leur renvoi le lendemain d'attentats sur lesquels la lumière n'est pas faite, comme pour établir un lien entre la présence de ces rescapés impuissants et les agissements trop mal surveillés des espions et des terroristes ? Du moins, ces agents de l'étranger seront-ils atteints par la mesure générale dont tant d'innocents devront souffrir ? Pas même, puisque pour rester en France il suffit d'avoir de l'argent, d'où qu'il vienne. (Le « Petit Parisien », soulignant que la mesure prise atteignait tous les réfugiés pauvres et ceux-là seulement, ajoute : « Pas un Espagnol de Biarritz n'est touché par cette décision ». Or, les Espagnols de Biarritz, ce sont ceux des palaces et des villas où la contrebande franquiste a ses quartiers généraux et les Troncoso leurs relais ; ce sont des hommes qui, renseignés par leurs complices de l'aérodrome Biarritz-Parme, ont signalé aux aviateurs italiens de Franco que le général Abel Guizé pilotait l'aviation civile du service régulier et autorisé Biarritz-Gijón et l'ont fait abattre en flammes.)

Certes, nous le voyons du reste, que nos traditions d'hospitalité nous font oublier parfois le discernement et la vigilance ! Mais convient-il de s'en aviser face à des réfugiés lamentables et sans ressources ? Sans ressources ? Ils vivent donc de noire obole à tous ? Oui, et nous sommes blessés que notre gouvernement, mandataire particulièrement direct des masses populaires qui ont accueilli ces malheureux, ait cru devoir justifier leur expulsion par le fait qu'ils nous coûtent de l'argent.

En fait, ils en coûtent aux uns, et ils en rapportent à d'autres ; et le gouvernement aurait-il sans doute bien fait de mieux surveiller cet hébergement du malheur. Mais, quand les millions jaillissent et s'éparpillent dans le ciel de Paris en fusées d'explosion, était-il permis à la France de dénoncer comme un fardeau insupportable de 1 million de francs — que coûterait chaque jour l'entretien des réfugiés espagnols ? On a presque honte de suivre sur ce terrain les commentateurs officiels ; on peut cependant comme l'a fait le Centre d'hébergement de Dôle, s'étonner que 55.000 réfugiés — coûtant à l'Etat 18 francs chacun quand ils sont à sa seule charge, et 5 francs en moyenne — fassent sortir un million par jour des caisses publiques (1).

Mais soit ! le temps n'est plus aux prodigalités. Quand le budget réel de la France n'est en déséquilibre que de 30 ou 40 milliards par an, nous sentons mieux tout ce qu'avait de décisif cette « charge » additionnelle.

Repartez donc, vieillards, femmes, enfants. La France reste hospitalière, mais elle redevient économe. Au reste, on veut bien nous assurer que le gouvernement de Valence « est d'accord ».

Cette assurance ne nous reconforte pas. Sans même évoquer la fierté de l'Espagne, on peut rappeler qu'à certaines questions il est difficile de répondre : non. Et s'il faut accepter, ne vaut-il pas mieux faire bon visage à mauvaise fortune ? Alors, nous imaginons la réponse de Valence : « Vous avez assez et trop de réfugiés, et vous regrettez de devoir envisager leur refoulement ? Nous mêmes, nous vous demandons de les rapatrier. »

Rapatriement, l'envoi de ces Basques en Catalogne, à 600 km. de leur terre natale, dans un pays où beaucoup d'entre eux ne sauront pas même se faire comprendre ? Rapatriement, ce chemin de croix de toutes les lasses, entassées sur des sacs et dormant à même le quai de la gare-frontière, sous la surveillance résignée des gardes mobiles ? Rapatriement, certes ; car le signe décisif de la patrie retrouvée, ce sera la menace retrouvée des Junkers et des Caproni, l'honneur retrouvé des bombardements nouveaux, le rationnement retrouvé et bientôt peut-être la famine dans ce pays saigné par la France — la généreuse France — n'a pas même su se débarrasser des « excédents » de blé que nous dénonçons.

Heureux encore, ces Basques, d'être des Basques et d'avoir dû déjà chercher refuge chez nous. D'autres sont Asturiens. Et, à ces hommes qui persistent en ce moment même à défendre héroïquement leurs libertés et la liberté, à ces hommes aujourd'hui traqués dans leurs montagnes qu'ils défendent pied à pied le gouvernement français se devra sans doute d'interdire qu'ils cherchent chez nous un refuge contre le massacre ; car il en coûterait à la France huit francs-Bonnet (quinze sous) par homme et par jour.

Eh bien, non ! ce n'est pas là la pensée de la France, divisée face aux événements d'Espagne, mais unanime dans le respect du malheur et dans l'assistance aux malheureux.

C'est à ce respect, c'est à ce devoir d'assistance qu'un gouvernement de Front populaire a, moins que tout autre, le droit de faillir.

LE BUREAU DU C. V. I. A.

(1) Le maximum de l'indemnité journalière d'hébergement est de 8 fr. ; mais nombre de collectivités et des dons particuliers allègent l'effort public. Au surplus, l'entretien de certaines catégories de réfugiés est payé par le gouvernement espagnol lui-même.

A Ezy, 150 manifestants occupent la gare et empêchent le départ d'un train de réfugiés espagnols

Il a fallu l'intervention de la garde mobile pour faire sortir les réfugiés qui ont été dirigés par autocars sur une autre gare. Le maire a été enfermé pendant des heures dans la salle d'attente et injurié. Certains des manifestants allèrent jusqu'à se coucher sur les rails.

Evreux, 11 octobre (dép. Petit Parisien.)

Des manifestations se sont produites à Ezy, au départ d'une quarantaine de réfugiés espagnols. Ceux-ci devaient partir à midi, mais des manifestants, venus d'Ezy, la Couture, Marceilly et Ivry, au nombre de 150 environ, appartenant aux partis extrémistes, occupèrent la gare et s'opposèrent à leur départ. Au passage des trains, les portes de la salle d'attente étaient gardées et des manifestants allèrent même jusqu'à se coucher sur les rails.

Il fallut l'intervention des gendarmes et d'un peloton de gardes mobiles, à la fin de l'après-midi, pour rétablir l'ordre et délivrer le maire d'Ezy que les manifestants avaient également enfermé dans la salle d'attente où ils le relinèrent prisonnier pendant plusieurs heures et l'injurèrent.

Lettre du Centre d'hébergement de Dôle

Dôle, le 4 octobre 1937.

M. le Ministre de l'Intérieur

Monsieur le Ministre,

C'est avec une stupéfaction douloureuse et indignée que nous avons appris, brutalement, la décision que vous avez prise à l'égard des réfugiés espagnols pauvres et généralement antifascistes.

Cette mesure était préparée de longue main, décidée depuis quelque temps déjà et soigneusement tenue secrète. Vous avez procédé par surprise afin sans doute d'éviter qu'une campagne de protestation soit entreprise. En même temps, vous avez empêché aux comités d'accueil qui, comme le nôtre, avaient préféré jusqu'à présent grouper les Espagnols, de prendre les dispositions nécessaires pour les répartir dans les familles ouvrières.

En fait, c'est là un beau succès pour les fascistes. Quand les Espagnols sont arrivés ici, les fascistes ont placardé une affiche où ils posaient la question financière soulevée par l'hébergement des réfugiés. Nous avons vivement riposté à cet argument sordide. Il fallait bien un gouvernement de Front populaire et un ministre socialiste pour reprendre contre les réfugiés, devant la population française, l'argumentation des fascistes.

Par surcroît, vous avez fait comme eux et gonflé les chiffres. Nous voudrions bien savoir comment vous vous y prenez en accordant chaque jour une indemnité moyenne de 5 francs par réfugié, pour dépenser un million avec 55.000 personnes.

Vous auriez d'ailleurs dépensé bien moins en laissant repartir les bas ceux qui multiplient les démarches depuis un mois et plus. Aussi voulons-nous vous dire ceci :

(Lire la suite page 8.)

Des Asturies à l'Aragon

par Paul PERRIN

Sauf l'offensive républicaine en Aragon, dont on aurait tort de sous-estimer l'importance, les événements se déroulent exactement comme nous les avions prévus, depuis la prise d'Irun par les insurgés.

Leur objectif essentiel étant de chasser les républicains de la côte septentrionale de la péninsule, la tâche a été menée scientifiquement selon la méthode la mieux appropriée.

Au lieu d'attaquer sur tout le front à la fois, selon un axe nord-sud, la progression a été dirigée de l'Est à l'Ouest, et c'est ainsi que, successivement sont tombés Bilbao, Santander, et que la chute des Asturies n'est malheureusement plus qu'une question de jours.

En toutes occasions, alors qu'il était temps d'agir, nous avons jeté le cri d'alarme sans que l'on veuille nous entendre.

En particulier, nous avons souligné que leur écrasante supériorité de matériel d'aviation permettait aux fascistes non seulement de bombarder impunément les populations civiles, mais de conserver l'initiative des opérations et de manœuvrer à leur gré l'armée républicaine.

Mais l'heure n'est pas aux récriminations ou réquisitoires. Essayons une fois de plus de voir clair dans la situation, et de discerner les données concrètes d'une action qui serait digne des démocrates et socialistes que nous sommes.

L'indiquais plus haut que l'offensive républicaine en Aragon avait porté des fruits appréciables, et je le pense ainsi, car on peut se demander si les résultats obtenus furent proportionnés à l'effort fourni, et aux sacrifices consentis.

Certes, la place forte de Belchite a été élevée, mais Saragosse demeure solidement aux mains des rebelles, puisque les assaillants n'ont guère dépassé Fuentes de Ebro, à une vingtaine de kilomètres de la ville.

Huesca est plus directement menacé, surtout vers le Nord, où les républicains ont poussé énergiquement vers Jaca, pour couper la ligne de chemin de fer qui vient de France, par le tunnel de Canfranc.

En général donc, de ce côté, amélioration très sensible des positions de l'armée loyale, mais pas de succès éclatant.

Pendant que les jours passent, l'élan se resserre de plus en plus étroitement dans les Asturies autour d'Oviedo et Gijón, où la situation est de plus en plus tragique.

En effet, au cours de ces derniers mois, les populations s'enfuyant devant les hordes fascistes, ont reflué en très grand nombre vers l'Ouest, où elles pensaient trouver un refuge.

Maintenant que les massacrés approchent, elles n'ont plus qu'une ressource : s'embarquer au seul port libre : Gijón. Or, des témoignages nous arrivent chaque jour, disant combien l'évacuation est lente et difficile. On comprend l'angoisse de ces milliers d'êtres qui attendent le jour où les troupes hitlo-allemandes enlèveront victorieusement par le fer et par le feu ce dernier réduit de l'héroïque résistance asturienne.

La France, l'Angleterre, se préoccupent-elles de ce problème d'élémentaire humanité, en envoyant là-bas les bateaux nécessaires à sauver les femmes, les enfants, les vieillards du supplique qui les menace ?

Oviedo, Gijón tombés, c'est alors que va se poser le problème dans sa tragique ampleur.

Franco, complètement libéré au Nord, va se trouver en possession de la totalité de ses forces pour livrer une offensive furieuse sur les fronts d'Aragon et de Castille, et l'on peut bien dire que là va se jouer le sort de la République espagnole, en même temps, nous l'avons assez clairement démontré, que celui des démocraties européennes.

Le drame est actuellement noué sur le plan de la politique internationale.

La France et l'Angleterre seront-elles fermes dans leur attitude à l'égard du fascisme ? Le Duce, sur le retrait d'Espagne de ses troupes régulières, cherche à gagner du temps. Si les gouvernements démocratiques se laissent ainsi bernés, ils seront une fois de plus dépassés par les événements.

Ils n'auront pas assez tôt dénoncé la sanglante duperie de la « non-intervention », cependant que Mussolini et Franco auront pu lancer leur offensive finale, avec le maximum de puissance, et alors, on peut craindre le pire.

Quant à la Société des Nations, de plus en plus exsangue, elle s'est montrée insensible aux adjurations de l'Espagne républicaine.

La qualité d'agresseur du fascisme italien n'est pas assez flagrante pour légitimer quelque disposition que ce soit.

Et pourtant, il en est une, dont le caractère pacifique est indénié, et dont nous sommes quelques-uns à avoir réclamé avec insistance l'application, lors de l'expédition éthiopienne : l'embargo sur le pétrole, contre l'agresseur.

Les armées modernes, aussi bien sur terre que sur mer ou dans l'air, dévorent des tonnages énormes de mazout, pétrole et essence, et l'on peut dire que, privées de combustible liquide, elles sont au bout de quelques jours, de quelques heures même, condamnées à l'inaction.

Or, il se trouve que les trois grandes puissances contrôlant dans le monde la production des huiles minérales sont des pays adversaires du fascisme :

L'Angleterre avec Royal Dutch et Anglo-Persian ;

Les Etats-Unis avec Standard Oil ;

L'U. R. S. S. avec le Syndicat du naphte.

Que ces trois gouvernements s'entendent pour faire cesser les fournitures de carburants à Franco, et la guerre « civile » espagnole se termine en quinze jours par le triomphe pacifique de la République.

Mais sans doute le procédé est-il trop simple, puisque, en 1935-1936, il fut impossible de le mettre en œuvre à l'occasion de l'affaire éthiopienne.

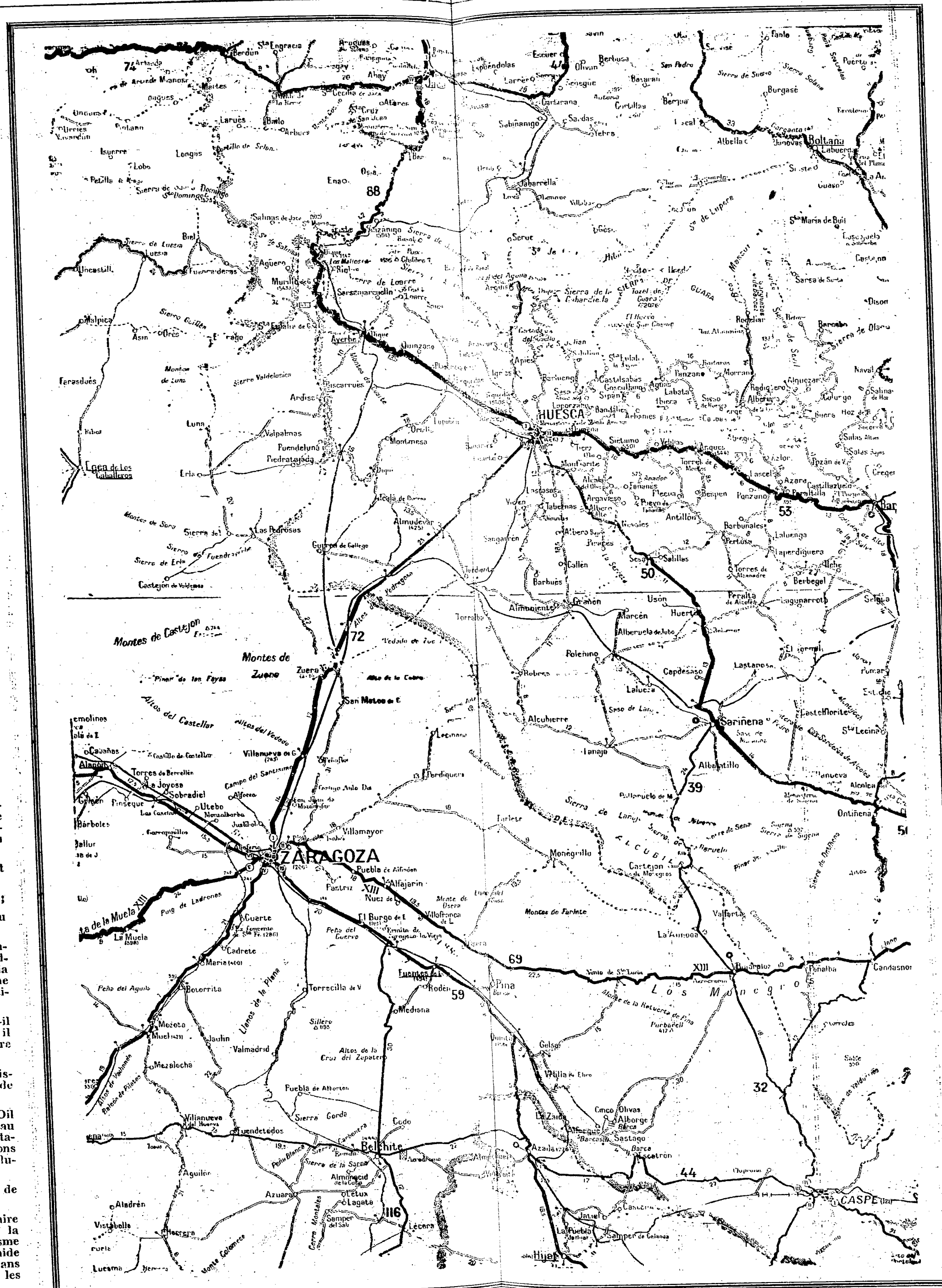
Il sera intéressant, pour écrire l'histoire complète de notre époque, de rechercher si c'est :

Royal Dutch anglaise, Standard Oil américaine, ou l'U. R. S. S. qui, au moment que j'évoque, a fourni à l'Italie le pétrole grâce auquel ses avions ont assuré la conquête — assez illusoire d'ailleurs — de l'Abyssinie.

Même question pour l'armée de Franco à l'heure présente.

On pourrait, dans ce domaine, faire des remarques assez curieuses sur la possibilité de concilier un antifascisme véritablement intransigeant avec l'aide matérielle apportée au fascisme dans ses expéditions guerrières contre les peuples libres et pacifiques.

Paul PERRIN, Président général de la Fédération des Officiers de Réserve Républicains.



LE FRONT D'ARAGON

Discret anniversaire

par André WEIL-CURIEL

Le 8 août 1937, les promoteurs de la politique de non-intervention pouvaient fêter l'anniversaire de la mise en vigueur des sanctions contre l'Espagne républicaine et socialiste. Anniversaire discret s'il en fut, car qui oserait prétendre aujourd'hui, en gardant son sérieux, que la politique de non-intervention a préservé la paix.

Encouragés par notre carence, confiants dans la passivité du prolétariat français, les fascistes se sont permis d'arranger et de couler de paisibles navires marchands.

La non-intervention, fiction salutaire, comme le disait si gentiment Blum ? Demandez donc leur avis aux marins captivés ou coulés par les pirates « innocents » !

Le fameux accord des démocraties, qui n'est que l'asservissement du prolétariat français et espagnol au capitalisme anglo-saxon, a amené la classe ouvrière française à se désolidariser de la classe ouvrière espagnole et constitue de plus en plus la meilleure arme de Franco.

Il n'est pas inutile, alors que les responsables n'ont pas encore disparu et peuvent toujours payer leurs fautes, de rechercher dans quelles circonstances les hommes, qui avaient la confiance du peuple de France, en ont honteusement abusé. Devançant l'histoire, le Parti socialiste dès à présent doit les juger.

On nous a raconté bien des choses sur les raisons qui ont dicté son attitude en août 1936 au gouvernement de « Front populaire ».

La version uniformément admise est que les radicaux se sont faits, contre les socialistes, au sein du Conseil de cabinet, les promoteurs de la non-intervention et qu'en particulier les nouvelles règles d'Angleterre sur les intentions du gouvernement britannique avaient fait pencher la balance en faveur de leur thèse.

Est-il vraiment exact que le gouvernement de M. Baldwin ait fait pression sur le gouvernement de M. Léon Blum pour obtenir les « sanctions » contre l'Espagne républicaine et qu'il ait laissé entendre comme il a été répété à l'origine les affaires d'Espagne, il ne se considérerait pas comme lié par les pactes d'assistance mutuelle en vigueur ?

On peut en douter. D'abord, parce que le gouvernement anglais a solennellement démenti, par la bouche de M. Eden, cette assertion. Le 3 mars 1937 à la Chambre des communes, le chef du Foreign Office a déclaré : « J'ai souvent entendu dire que c'est grâce aux efforts de l'Angleterre que la France n'a pas suivi une politique plus active à l'égard de la guerre espagnole. Il n'y a pas un mot de vrai dans cette allegation. Chaque fois que nous avons été approchés par le gouvernement français au sujet de l'Espagne, cela a été en faveur de la politique de non-intervention. »

Jamais les gouvernants français, malgré les invitations pressantes que nous leur avons faites, ici même, n'ont réjété ou rectifié cette déclaration.

On pourrait donc la tenir pour exacte sans plus épiloguer, si la logique la plus élémentaire ne venait en confirmer la véracité.

Pour que la guerre eût pu naître des affaires d'Espagne, dans l'hypothèse où la France se serait bornée à ne pas mettre d'obstacle au libre ravitaillement sur son territoire, des gouvernements anglo-espagnols, il aurait fallu que Hitler et Mussolini considérassent comme un « casus belli » le fait que trains et camions chargés de tout et de n'importe quoi, continuassent à circuler entre la France et l'Espagne gouvernementale.

Hypothèse peu vraisemblable, on en conviendra.

Admettons, néanmoins, qu'elle se fût vérifiée. Pour donner un contenu à la menace anglaise, il faudrait admettre qu'en cas de guerre provoquée par l'Allemagne et l'Italie, dans cette cir-

constance, l'Angleterre se fût refusée à faire jouer les clauses du pacte de Locarno et tout aussi bien du pacte de la S. D. N., qui prévoient l'assistance mutuelle en faveur de l'Etat, victime d'une agression non provoquée.

C'était admettre que l'Angleterre était libre de choisir les cas dans lesquels la sécurité collective serait mise en mouvement ou ne le serait pas, c'était supprimer de façon irrémédiable l'autonomie de l'assistance mutuelle, c'était renoncer aux garanties si laborieusement acquises par plusieurs années de négociation, c'était faire du peuple français le vassal inconditionnel de la cité de Londres !

Mais il est peu probable que si le gouvernement français avait fait connaître à l'Angleterre qu'il considérait sa menace comme une rupture inacceptable du système de la sécurité collective, le Foreign Office eût persisté dans son attitude si tant est qu'il l'ait jamais faite sienne.

En réalité, d'après les renseignements que nous sommes en mesure d'apporter, les choses ne se sont pas du tout passées ainsi. Voici dans quelles conditions la décision de mettre l'embargo aurait été prise. Nous accumulons de bonne grâce les démentis, s'il s'en trouve.

Le cabinet étant réuni en Conseil pour décider de l'attitude à prendre, M. Yvon Delbos fit, d'après les dépêches de ses agents et les perspectives de ses bureaux (Herbette, Léger et consorts), un tableau de la situation espagnole.

Quand il eut terminé, la conslération était grande parmi les meilleurs éléments du ministère. L'honorable gramophone du Quai d'Orsay avait dépeint, sans toutefois en tirer de conclusion, la situation de l'Espagne gouvernementale sous les plus sombres couleurs. N'oublions pas qu'on était alors au début d'août 1936 et qu'il ne manquait aux républicains que des armes pour écraser Franco en quelques semaines.

M. Jean Zay demanda la parole et posa la question suivante : « Si j'ai bien compris l'exposé du ministre des Affaires étrangères, il résulte de tous les renseignements qui lui sont parvenus que la victoire de Franco est certaine et la défaite des républicains assurée ? »

« C'est exactement cela ! », répondit l'honorable Yvon Delbos.

« Dans ces conditions, conclut M. Jean Zay, si pénible que cela puisse être pour nos sentiments, il n'y a qu'une seule position à adopter, la non-intervention dans les affaires d'Espagne. »

Cet avis fut suivi, après un bref débat, et c'est dans ces circonstances que le blocus contre l'Espagne républicaine, doublement coupable de s'opposer à l'agression fasciste et de paraître en mauvaise posture, aux yeux des agents de M. Delbos, fut institué.

Aujourd'hui que l'on a les renseignements les plus complets sur les positions respectives des partis en Espagne en août 1936, on peut mesurer la canaillerie consciente des agents du Quai d'Orsay et l'aveuglement inexplicable des dirigeants du Front populaire.

Nous l'avons surabondamment éprouvé : la France officielle n'a cessé de jouer la victoire de Franco. Trop de capitalistes y ont intérêt pour que tout l'appareil de l'Etat bourgeois qu'ils contrôlent ne soit pas en entier au service de leur homme-lige en Espagne.

Aujourd'hui, la situation de nos frères espagnols est beaucoup plus délicate qu'il y a quinze mois. Nous en supportons la responsabilité.

Mais nous, et nous seuls, sommes capables de peser d'un poids décisif dans la balance. Nous pouvons encore sauver l'Espagne. Mais il est temps !

Le peuple travailleur de France va-t-il plus longtemps accepter de se laisser bernier par les imbéciles et les traîtres ? Le Conseil national du 6 novembre aura à répondre à cette question.

LES ACCORDS DE NYON OU IMPERIALISME D'ABORD

par Jean PRADER

Le Populaire a présenté les accords de Nyon comme l'aube d'une ère nouvelle. Contiennent-ils vraiment de quoi justifier l'enthousiasme d'un journal socialiste ?

Certes, on a agi avec énergie. La démonstration a été faite que l'énergie dans la résistance aux entreprises du fascisme international ne compromet pas la paix. Par là même, un démenti rétrospectif et combien cinglant a été adressé à l'hypocrite chantage à la guerre par lequel on fit accepter au Parti socialiste le blocus d'Espagne.

Malheureusement ce n'est pas cet argument-là — on s'en doute — que le Populaire a tiré de l'événement. Il a chanté surtout la renaissance, ou plutôt la naissance, de la fameuse sécurité collective.

Ainsi cette sécurité collective qui, jusqu'à présent, s'était surtout manifestée contre les victimes coupables de se défendre, dont le Quai d'Orsay fait avec constance l'indifférence collective envers les attentats commis contre les peuples, serait restaurée, du jour au lendemain, par le même Quai d'Orsay, dans sa destination juste et salutaire, sous l'effet d'une sainte révélation ? Bien naïf qui le croirait. La vérité, c'est que, cette fois, ce n'étaient plus de vulgaires populations nègres, jaunes ou révolutionnaires qui étaient en cause, ce n'étaient plus les principes « ridicules » de l'entraide internationale des travailleurs, ce n'était plus le droit des gens et l'intégrité des territoires dominés par les forces de progrès, c'était quelque chose de vraiment respectable, de vraiment traditionnel, de vraiment sérieux : les intérêts des grandes compagnies de navigation franco-anglaises.

Une autre fois déjà le gouvernement français n'avait éprouvé aucune gêne à mettre en œuvre cette énergie qui ne lui fait défaut que pour les causes justes : ce fut le 7 janvier de cette année, lorsqu'une alerte — vraie ou fausse, peu importe — lui fit croire que l'Allemagne s'installait au Maroc espagnol. Ce jour-là, comme à Nyon, il ne s'agit plus de prudence, d'élimination des moindres risques de guerre, d'amour sacré de la paix. On envoya dans les

24 heures un bel et bon ultimatum à Berlin et l'escadre de l'Atlantique partait séance tenante protéger les coffres-forts coloniaux, tous canons graissés. La démonstration fut administrée là aussi que l'Allemagne et l'Italie n'étaient pas prêtes à faire la guerre, et qu'on avait menti aux masses françaises en leur faisant craindre comme une conséquence inéluctable des ventes d'armes de la France à l'Espagne. La démonstration fut faite que l'amour sacré de la paix n'était pas aussi tyrannique sur certains esprits qu'on avait voulu le faire croire à propos de l'Espagne. La démonstration fut faite que la guerre serait acceptée dans certains cas bien définis. Au reste, on l'avait, ouvertement déclaré. Dans des discours retentissants Léon Blum avait déclaré au monde : « guerre jamais, sauf... ». Il y avait un « sauf » ? Et quels cas concernait donc ce « sauf » ? Léon Blum n'hésita pas à le dire, et les accords de Nyon le confirment : les cas dans lesquels seraient menacés non plus les entreprises politiques du socialisme (qui, seules, méritent les sacrifices suprêmes), mais les alliances nouées par le pays de Clémenceau et de Poincaré, les routes commerciales et militaires de la France, le territoire de la patrie — de la patrie au sens le plus vulgaire, puisqu'on n'a pas accepté d'en voir les frontières sur la Guadarrama. Bref, quand il s'est agi de défendre une révolution, on a préféré tous les abandons à un risque — d'ailleurs prétexté — de guerre. Mais quand il s'est agi des intérêts de l'impérialisme français, on ne s'est prêté à aucun sacrifice pour la paix.

Ce pacifisme à sens unique s'est illustré à Nyon par l'exclusion des navires espagnols du nombre de ceux qui pouvaient bénéficier de la protection franco-anglaise et ensuite par les ef-

forts déployés pour introduire l'Italie dans le système de surveillance. Il est inutile de souligner l'odieuse et le danger de ces deux mesures. L'exclusion des navires espagnols, non seulement les voue aux canons des pirates, mais encore frappe l'Espagne républicaine d'interdit dans le concert des Etats et aide le fascisme à proposer des doutes sur la régularité de son pouvoir, ou au moins à ne pas lui attribuer plus de régularité qu'au pouvoir de Franco. Quant à l'inscription de la flotte pirate dans les forces de répression de la piraterie, elle continue trop bouffonnement la tradition d'Almería pour qu'on ait encore la force de s'indigner. N'est-il pas clair que, par ces deux mesures, la France et l'Angleterre marquent qu'elles n'entendent pas défendre le droit de l'Espagne, ni le droit tout court, et qu'elles n'entendent surtout pas se lier avec les « anarchistes » de Valence, mais que seule les intéresse, la défense de leurs propres positions impérialistes et qu'elles préfèrent une possibilité d'alliance avec un Monsieur aussi distingué que Mussolini à toutes les obligations du droit international. Les accords de Nyon sont ainsi passer la sécurité collective sous les fourches caudines de l'égoïsme sacré des capitalistes. La sécurité collective de Nyon est seulement la sécurité collective des intérêts impérialistes, ce qui la condamne à se diviser en sécurité de collectives rivales et par suite à transformer la paix indivisible en la pire des guerres indivisibles : la guerre que dominent exclusivement les querelles d'appât, les luttes de marchés, les trafics de chair et de sol.

Les socialistes sont prêts à accepter certaines formules de la S. D. N. comme préfiguration de la fraternité et de la solidarité des peuples, que la révolution réalisera pleinement. Ils dénoncent

les infractions au Pacte précisément comme les signes de la prééminence des intérêts impérialistes sur ce qui est un premier balbutiement de loi internationale. Ils invoquent l'assistance mutuelle pour sauver l'Espagne martyre. Ils exigent qu'on soit énergique quand il y a des travailleurs à défendre contre les agressions du fascisme — aussi bien du fascisme français que des fascismes italien et allemand. Ils sont prêts à tout accepter pour rendre indivisible une véritable paix entre nations véritablement libres, égales et désintéressées. Ils sont capables de comprendre qu'il soit possible de profiter en faveur d'une des sections de leur Internationale, d'une conjoncture qui dresse contre le clan impérialiste qui l'attaque un autre clan impérialiste pouvant rester plus neutre. A ce titre le simple fait d'avoir abaissé le caquet du fascisme italien à Nyon peut être enregistré comme un apport utile. Mais à aucun moment le socialisme ne peut admettre que de telles rivalités entre les impérialismes dénaturent le sens de sa lutte, qu'elles écrasent sous leur poids le but même au service duquel le socialisme essaye de les manœuvrer et qu'elles finissent par devenir ou par capter les objectifs mêmes de son action. Le socialisme et l'Espagne sont pour la pratique du droit international, mais pas à la manière de Nyon. Ils doivent tout faire pour dégager les obligations internationales des calculs impérialistes.

Les actes du 7 janvier et de Nyon portent une marque, que les yeux les moins ouverts peuvent lire : « impérialisme d'abord ». Ils montrent une fois de plus que la cause profonde de la « non-intervention », ainsi que le C. A. S. P. E. n'a cessé de l'expliquer, ne réside pas dans les oppositions de Londres et des radicaux, contre lesquelles il était facile de déclencher une irrésistible campagne, mais dans ce fait fondamental — qu'illustre aussi le renvoi des réfugiés populaires espagnols et le non-renvoi des comploteurs espagnols fascistes : à savoir que le gouvernement de Front populaire est resté un gouvernement bourgeois.

Traits intempestifs

par Boris SKOMOROVSKY

Unanimité dans la passivité

Le « Daily Herald », organe central du Labour Party, résume en quelques mots la position franco-anglaise en face des provocations fascistes en Espagne :

« Les milieux officiels soulignent l'avantage de l'unanimité complète des points de vue de la Grande-Bretagne et de la France. C'est juste, ajoute le journal travailliste : ils sont d'accord pour ne rien faire. »

Et cependant, de l'autre côté de la barricade, Mussolini et Hitler ne perdent pas une minute et agissent. Si les démocraties avaient un goût pour le suicide, elles ne pourraient pas faire une autre politique. Le réveil des peuples sera atroce...

Sombre anniversaire

Le 6 septembre de l'année dernière, Léon Blum a prononcé son déplorable discours dans lequel il a cherché à justifier la politique de « l'abstention » (mot pudique) en ce qui concerne les livraisons d'armes « au profit du gouvernement régulier d'une nation amie ». N'oublions pas que les masses populaires étaient quasi unanimes, à ce moment, dans leurs cris : « Des avions pour l'Espagne ! » Ce n'est qu'après qu'elles ont été, en partie, trompées par l'affirmation : « la non-intervention, c'est la paix ».

La veille de la réunion de Luna-Park, les délégués des organisations syndicales étaient venus demander au gouvernement de revenir sur sa position et d'entreprendre une politique hardie et réellement pacifique de secours à l'Espagne républicaine. Le président du Conseil a répondu par un non catégorique et « en pesant chacun de ses mots », il a déclaré gravement :

« Il n'existe pas, à ma connaissance, une seule preuve, ni même une seule présomption solide que, depuis la promulgation des mesures d'exécution par les différents gouvernements, aucun d'eux ait violé les engagements qu'il a souscrits. »

Seulement le chef de notre parti a ajouté (et ses paroles constituaient un engagement solennel, hélas, violé ensuite) : « Cela (revenir sur les positions du gouvernement) ne nous serait possible que si nous étions devant la certitude prouvée que la signature d'autres puissances a été violée. »

Il paraît que Léon Blum n'ait pas encore cette « certitude ». Pourtant, Mussolini ne se gêne plus. Le 27 juin, son

journal, le « Popolo d'Italia », a fièrement proclamé :

« Dans cette grande lutte qui a mis face à face deux types de civilisation et deux conceptions du monde, l'Italie fasciste n'a pas été neutre : elle a combattu, et la victoire sera aussi la sienne. »

Ignorance ? Non, complicité !

M. Pierre-Etienne Flandin prétend (« Tribune des Nations » du 14 octobre) :

« L'intervention étrangère, en faveur des rouges, au début de la guerre civile, devait nécessairement entraîner d'autres interventions étrangères en faveur des blancs. »

L'ancien président du Conseil connaît-il les faits ? Ou il les déforme sciemment ? Ignore-t-il, par exemple, que le 15 juillet 1936, donc trois jours avant le début de l'insurrection espagnole, des officiers aviateurs italiens ont reçu l'ordre de piloter six avions jusqu'au Maroc espagnol ? Ce fait est confirmé par le haut-commissaire français à Rabat (voir le « Manchester Guardian » du 16 mars 1937).

L'Espagne ensanglantée

Tel est le titre du livre d'Arthur Koestler, correspondant du « News Chronicle », grand journal libéral de Londres. Les amis du peuple espagnol doivent lire et faire lire ce document extrêmement important sur la guerre civile en Espagne. Même les gens bien intentionnés, trompés par les feuilles infâmes ne connaissent pas toute la vérité. Notre auteur la rétablit et montre, par exemple, sous leur véritable jour, les « héros de l'Alcazar » qui n'étaient que de vulgaires gangsters. On ne peut pas lire sans horreur les pages consacrées à Badajoz. Mais Victor Hugo n'a-t-il pas dit : « Il y a des idées tristes sur lesquelles il faut avoir la force d'insister ; et il y a des cloaques d'ignominie qu'il faut avoir le courage de sonder ! » Ce livre noir sur l'Espagne devrait être lu tout particulièrement par les auteurs responsables de la maudite non-intervention. N'ont-ils pas efficacement aidé Franco et les « libérateurs nationaux » dans leur croisade dont voici le bilan sommaire :

« Un demi-million d'Espagnols assassinés, l'économie nationale de l'Espagne détruite pour des dizaines d'années ; des villes anéanties, des champs dévastés, des maisons en flammes ; les cris des torturés, le retour du moyen âge. »

Volonté pacifique ou lâcheté ?

Dans son discours prononcé récemment à Roubaix, Léon Blum constate que c'est sur le terrain de la politique étrangère qu'il a connu le moins d'attaques. Il s'agit d'attaques venant des adversaires de la classe ouvrière et du socialisme. Et nous ne comprenons pas très bien que le chef du parti socialiste en tire l'orgueil. D'autant plus qu'il sait lui-même que

« c'est au sein des organisations prolétariennes que notre politique étrangère a rencontré le plus de critiques, critiques concentrées d'ailleurs sur un point précis : la non-immixtion dans le drame espagnol. »

Ajoutons que si ces critiques n'ont pas pris un caractère plus vigoureux, c'est uniquement par la crainte, excessive peut-être, de compromettre le Front populaire.

L'approbation de pires ennemis, l'indignation des amis les plus dévoués, tel est le triste sort de la politique criminelle de la non-intervention. La constatation est faite par celui qui a pris l'initiative de cette politique. Léon Blum ajoute que même les adversaires de sa politique ne peuvent l'expliquer que « par un excès de notre volonté pacifique, ce qui est un reproche facile à supporter ». C'est vraiment une étrange substitution de notions ! La « volonté pacifique » est un titre de gloire pour un socialiste quand elle s'oppose au bellicisme nationaliste et impérialiste. Mais c'est jongler avec les mots que de parler de la « volonté pacifique » quand cela signifie l'abandon des frères en lutte. Un jaune, un briseur de grève ne pourra-t-il désormais opposer à l'ardeur combattive de ses camarades une « volonté pacifique, reproche facile à supporter » ?

Vive le Mexique !

M. S. E. I. Fabela, premier délégué du Mexique à la Société des Nations explique : « Pourquoi le Mexique défend l'Espagne républicaine ». Faute de place, nous pouvons citer seulement la conclusion de cet article qui constitue un acte d'accusation contre les hommes d'Etat pusillanimes :

« Le gouvernement du Mexique considère que, conformément au pacte, l'agression dont l'Espagne est victime tombe sous la juridiction de la Société des Nations où elle aurait dû être réglée, à l'exclusion de tout autre organisme. »

Après la publication du « Livre Blanc »

espagnol, avec de nombreux documents à l'appui, nous avons la preuve éclatante de l'agression extérieure dont l'Espagne est victime. C'est pourquoi nous devons faire face aux obligations que nous impose le pacte de la S. D. N.

Il faut restituer au gouvernement espagnol le droit qu'il a été empêché d'exercer, en lui apportant l'aide morale et matérielle à laquelle il avait droit dès le début en tant que victime d'une agression.

En cas contraire, si, après les violations publiquement avouées de la souveraineté espagnole et la prétention d'empêcher qu'elle ne se développe librement ; si, après les actes de piraterie commis en Méditerranée quand le monde entier attend une réaction vigoureuse des Etats membres de la Société des Nations, nous continuons simplement à formuler des vœux pour la restauration de la paix, sans recourir, pour la défendre, aux moyens légaux qui nous sont offerts par le pacte, alors nous verrons peut-être se réaliser la prédiction qu'un illustre homme d'Etat faisait, il y a peu de temps : « On ne transige pas avec la sécurité collective ! Les grands pays libres, ceux dont l'Europe attendait le mot d'ordre, paient et paieront plus cruellement encore la faute d'en avoir laissé affaiblir la notion dans les consciences et dans les actes. Je crains fort qu'un jour son abandon ne les contraigne, dans des conditions plus difficiles, à l'emploi de cette même force qu'ils ont tant craint de mettre à son service ».

Tout pour l'Espagne, tout pour l'Espagne !

Notre ami Pietro Nenni, qui vient de rentrer en France, a été interrompu, à Marseille, par le rédacteur du « Nuovo Avanti » :

« Prévisions ? »

— Les difficultés politiques seront vaincues. Le sens de la responsabilité corrigera les excès des uns et des autres.

— As-tu une foi intacte dans la victoire ?

— J'ai une foi intacte dans le prolétariat. Dans le prolétariat espagnol, et dans le prolétariat européen et mondial. La victoire en Espagne est sûre si elle n'est pas abandonnée seule en face de Franco aidé par Mussolini et Hitler. Contre Franco les Espagnols suffisent ; contre Mussolini et Hitler il faut mobiliser toutes les énergies des peuples libres et qui veulent conserver leurs libertés ».

LA SINISTRE FARCE ne peut plus continuer

par Jean LONGUET

Lorsque, avec nos amis de Brouckère, président de notre Internationale socialiste, Citrine et Jouhaux, président et vice-président de l'Internationale Syndicale, nous poursuivions nos démarches en faveur de l'Espagne à Genève, il y a un mois à peine, nous avions pu croire qu'un nouveau et plus favorable « climat » existait enfin. L'atmosphère, que la Conférence de Nyon avait enfin créée, la première humiliation enfin infligée à l'arrogance mussolinienne, nous donnait l'espérance que les éternels trembleurs et « combinards » de nos Chancelleries, avaient enfin trouvé quelque courage et monteraient quelque résolution.

Le citoyen Delbos nous avait permis de constater l'heureuse évolution qui s'était produite dans son esprit, se traduisant par des propos fermes, exprimant sa volonté de ne plus se laisser bernier par ses partenaires sans foi ni loi, de Rome ou de Berlin. Même M. Eden, au cours de la trop brève conversation que j'eus avec lui dans les couloirs de la S. D. N. — puisque aussi bien le chef du Foreign Office avait déclaré qu'il ne pouvait, lui, membre conservateur d'un gouvernement « national », conférer avec les représentants des Internationales, socialiste et syndicale — m'avait néanmoins donné l'impression que même au Foreign Office on était décidé à mettre quelques obstacles à l'impudente conquête de l'Espagne par le fascisme italien.

Hélas cela n'a pas duré ! Bientôt M. Neville Chamberlain — un des politiciens les plus néfastes que l'Angleterre ait jamais vu installer à la direction de sa politique étrangère — a recommencé ses intrigues avec Rome. Comme le fameux chien de l'écriture, le Foreign Office, évidemment avec l'active collaboration de Sir Robert Vansittart, retournait à son vomissement italien.

La demande de collaboration « tripartite », sollicitée assez platement à Montecitorio, après tant d'insolences et de rebuffades qu'ils en avaient déjà reçues, provoquait la réponse à laquelle on devait s'attendre. Et le Foreign Office se consolait une fois de plus de son humiliation en insistant sur le « ton amical » de la réponse du Duce !

Le grand artiste qu'est Walter Dyson traduisait excellemment la situation par une spirituelle caricature du *Daily Herald*. On y voyait un rhinocéros féroce, dont la gueule ressemblait fort à celle de l'Assassin de Matteotti, lâché dans le magasin de porcelaine diplomatique de Londres — ou de Paris. Il poussait d'effroyables hurlements, plaçait ses deux grosses pattes de devant sur les beaux bureaux ministériels, tandis que caché sous la table quelque beau monsieur de la Carrière murmurait à son collègue de l'autre côté de la Manche : « Il faut être optimiste ; il remue sa queue d'une manière amicale ! »

Et après cela venait la proposition de placer à nouveau toute la question devant le lamentable Comité de non-intervention londonien, fable de l'univers — procédure dont la semaine précédente « Londres et Paris avaient été d'accord pour proclamer qu'elle était absurde et futile ».

Ainsi, un nouveau délai était accordé à l'agresseur, pour lui permettre, sans doute, d'accentuer encore un peu plus son agression ! Ainsi la proposition formulée par Rome de retourner devant le Comité de Londres, que l'on déclarait la semaine précédente « absolument non satisfaisante », donnait satisfaction aux éternelles dupes — ou complices — des chancelleries de Londres et de Paris.

Et comme pour accentuer encore un peu plus son insolent mépris des grandes démocraties occidentales, Mussolini envoyait en même temps un nou-

veau renfort de 5.000 hommes vers la Lybie — menace directe sur la frontière de l'Égypte. Il paraissait ne se soucier nullement de l'annonce de l'occupation franco-anglaise de Minorque — naturellement pas suivie d'effet. De telle sorte qu'on a simplement invité l'Italie à compléter par cette nouvelle conquête son occupation des Baléares — qui coupe complètement nos communications militaires avec l'Afrique du Nord et que peut seule retarder la puissante artillerie de Port-Mahon.

On nous déclare qu'un très court délai sera donné au Comité de Londres pour prendre enfin une décision sérieuse en ce qui concerne le rappel des « volontaires ». Quel espoir raisonnable peut-on concevoir d'une telle solution ?

L'Italie possède à l'heure actuelle sur le sol de l'Espagne une armée organisée, indépendante, qu'on ne peut à aucun degré comparer avec l'aide apportée au gouvernement de la République par un quelconque gouvernement étranger, ni surtout avec l'envoi de munitions ou d'avions par la Russie soviétique. Cette armée ne cesse de recevoir le renforcement de nouvelles divisions commandées par des généraux italiens. Le jour même où j'écrivais ces lignes, je lis dans le « Daily Herald » un télégramme de son correspondant de Gibraltar annonçant que 6 à 7.000 soldats italiens ont été débarqués lundi dernier à Cadix...

La tactique des Etats totalitaires est évidemment aisée à comprendre. Ainsi que l'écrit notre ami Alvarez del Vayo dans le « New Statesman » : « Le seul espoir des rebelles est dans l'arrivée de fraîches divisions italiennes. Pendant ce temps, il faut « gagner du temps » — ou plutôt en perdre. Et pour cela, quel meilleur moyen que de s'en remettre au Comité de Londres ! »

On nous assure que le citoyen Delbos est fermement résolu à ne pas se laisser ainsi rouler. On ajoute que le plus grand obstacle à l'ouverture des frontières et à l'envoi des armes, des munitions, des avions que l'armée républicaine attend comme l'eau est attendue par les Touaregs dans le Sahara, vient du Foreign Office.

Cependant au même moment, le « Daily Herald » et le « Manchester Guardian » — sous des formes légèrement différentes, mais dans un sens qui est substantiellement le même — affirment qu'aucun obstacle ne serait mis à Londres à ce renversement de la barrière qui assassine la République espagnole.

Le « Manchester Guardian », notamment, écrit sous la signature de son « correspondant politique », généralement bien informé, que « la suggestion que le gouvernement britannique s'efforcera de dissuader le gouvernement français d'ouvrir la frontière espagnole — ou en aurait l'intention — est énergiquement niée dans les milieux britanniques autorisés ».

Cependant qu'on affirme le contraire à Paris ! Qui trompe-t-on dans cette tragique conjonction ?

Plus que jamais, le Parti socialiste est en droit de compter que ses militants responsables, conformément aux décisions du Congrès de Marseille, conformément aux multiples résolutions de l'Internationale ouvrière et socialiste, feront au gouvernement et au Parlement tout leur devoir pour la République espagnole, pour le salut de la paix et l'avenir du Socialisme en Europe.

PERMANENCE DU C. A. S. P. E.

78, rue Beaubourg (3^e)

(métro Arts-et-Métiers)

tous les jours, de 17 h. à 19 h.

LA SOLIDARITÉ

Chez nos enfants espagnols

Colonie d'Orly

La samedi 9 octobre, la Fédération de la Seine nous invita à visiter la colonie des petits réfugiés espagnols d'Orly.

Parmi nos camarades présents, nous citons tout d'abord, Roger Dufour, Jousse et Prieur, les inlassables animateurs de cette œuvre, Jean Zyromski et la camarade Zyromski, Charles Pivert, Gravier de la 18^e section Morizet, maire de Boulogne. Membrino, la camarade Grunfeld de la 3^e section, la camarade Josef de la III^e, Maurice et Magdelaine Paz, représentant la C. A. P., et tant d'autres.

Pilotés par la dévouée camarade Gabrielle Girard, nous avons visité en détail cette œuvre magnifique. Que dire de cette école modèle où la joie de vivre règne en maître. Tout est soleil, tout est lumière, les dortoirs impeccables de propreté et d'ordre, la salle de récréation remplie de jouets pour la joie des petits, le vestiaire avec ses petites armoires et les petites valises numérotées et étiquetées au nom de chacun, avec au milieu des tas de vêtements provenant de dons que la camarade Gabrielle Girard avec son génie féminin et son grand cœur de socialiste, saura transformer pour le bien-être de chacun de ces petits, et enfin nous arrivons dans les cuisines, où tout brille d'un éclat incomparable de propreté et de bon goût. L'exclamation générale fut de dire : qu'il fait bon vivre là dedans. Ensuite dans le réfectoire fleuri, Roger Dufour nous parla en termes simples et infiniment émuants de cette œuvre, dont le C. A. S. P. E. fut à l'origine le promoteur. Pour que cette œuvre, dit-il, continue et progresse dans l'adoption de nouveaux enfants, nous faisons appel à nouveau aux Fédérations de Seine et Seine-et-Oise et aux Municipalités socialistes de province, afin de recueillir le plus d'argent possible pour soulager les petites victimes de la tragédie espagnole.

A notre sortie du réfectoire on nous mit en présence des enfants, tous propres et joyeux, avec dans les yeux la joie de vivre et le bonheur de se trouver dans la grande famille socialiste, qui leur fait oublier tout ce qu'ils ont souffert et devant nous ces enfants de prolétaires, avec une foi ardente, chahéraient tous l'Internationale. Plus d'un visage parmi nous se contracta sous l'empire d'une émotion douloureuse, pensant à ceux qui sont restés là-bas et luttent contre le fascisme criminel, pour l'avènement d'un monde meilleur.

La visite est finie.

Nous ne saurions terminer cet article sans que le C. A. S. P. E. adresse ses félicitations et ses chaleureux remerciements à notre camarade Gabrielle Girard, laquelle, en bonne mère, veille avec un soin socialiste à la destinée de la colonie à la camarade Renée Josef, dentiste, qui prodigue chaque semaine ses soins éclairés aux enfants, d'une façon absolument désintéressée.

Nous remercions également nos admirables camarades Roger Dufour et Jousse, qui furent les premiers animateurs de cette œuvre, et enfin notre dévoué camarade Prieur, qui est le moteur du Comité socialiste de secours à l'Espagne révolutionnaire.

Le C. A. S. P. E. invite tous ses adhérents à visiter cette colonie modèle et de souscrire le plus qu'ils le pourront, afin que nos camarades puissent continuer et agrandir cette belle colonie.

S. GRUNFELD.

L'aide américaine à l'Espagne

Paris, 11 septembre. — « Notre tâche la plus urgente était d'éclairer l'opinion publique américaine sur la signification des événements d'Espagne, et sur le fait que l'avenir de toutes les démocraties est intimement lié au sort de la République espagnole », nous a déclaré ce matin le docteur Reissig, président du Comité Nord-Américain pour l'aide à l'Espagne démocratique, qui se trouve actuellement de passage à Paris, après un séjour de dix-neuf jours à Madrid, Valence et Barcelone, à la tête d'une délégation de ce Comité.

Le docteur Reissig a donné, sur l'œuvre du Comité Nord-Américain, les précisions suivantes : « En six mois, nous avons distribué plus de 100.000 brochures. Chaque semaine, nos 150 orateurs font des tournées de conférences à travers les différents Etats ; par la presse, par la radio, nous touchons chaque jour de nouvelles couches de l'opinion publique américaine. Aujourd'hui, par les différentes organisations qui ont adhéré à notre mouvement, nous atteignons directement plus de cinq millions de membres, parmi lesquels se trouvent, aux côtés des représentants de divers partis politiques, de nombreux intellectuels, professeurs, avocats, écrivains, journalistes, ainsi que des pasteurs protestants et des prêtres de l'Eglise catholique.

« Jusqu'à présent, nous avons recueilli, en dehors des morceaux de vêtements que nous recevons quotidiennement, 300.000 dollars de dons en espèces. Mais, étant donné les progrès de notre propagande, nous comptons fermement que ce chiffre sera doublé dans les mois qui viennent. Notre aide à l'Espagne consiste principalement en expédition de denrées alimentaires ; récemment encore, nous avons fait parvenir à Valence une cargaison d'environ 40.000 kgs de vivres. Nous avons, en outre, créé en Espagne même, deux « homes » destinés à accueillir les enfants évacués de Madrid. »

L'exemple américain nous remplit de honte pour le socialisme français. Nos camarades doivent comprendre que l'aide à l'Espagne est un devoir élémentaire pour tous les membres du Parti socialiste. S'ils ne sont pas capables de donner leur temps et leur argent à nos frères espagnols, ils ne peuvent se demander en quoi consiste leur socialisme.

LA FRANCE RECONNAIT LE GOUVERNEMENT DE VALENCE

Enfin, le Quai d'Orsay a compris que Franco, ce n'était pas l'Espagne, et qu'il ne suffisait pas d'avoir un ambassadeur à Saint-Jean-de-Luz.

M. Erik Labonne, qui va représenter la France à Valence, est digne, bien qu'appartenant à la « Carrière », d'un préjugé favorable de notre part.

Toute notre sympathie l'accompagne et nous espérons fermement qu'il saura rendre à la France socialiste et républicaine l'influence salutaire qu'elle devrait exercer en Espagne.

A. WEIL-CURIEL.

CAMARADES DE LA RIVE GAUCHE

ET DE LA BANLIEUE SUD

pour vous, un dépôt
de l'« Espagne socialiste »
est créé chez : SKOMOROVSKY,
141, rue Broca, bâtiment 3, Paris-13^e
Tél. : POR. 14-48

...ET DE LA BANLIEUE NORD

Dépôt chez GUERENBOURG,
ruelle de la Fontaine,
A SARCELLES

(S.-et-O.)

(Barrage)

Bulletin d'Abonnement

6 mois : 10 francs. — 1 an : 20 francs.
Abonnement de soutien : 30 francs.
Etranger, 6 mois : 15 fr. — un an : 30 fr.

Nom :

Adresse :

Sections, organisation :

Pays :

Signature :

Bulletin d'Adhésion

(Adhésion : 2 francs.)

Nom, prénom :

Section ou organisation socialiste :

Adresse :

Pays :

Signature :

Le Gérant : LEFEUVRE.

ASTURIÉS : Terre héroïque de la Révolution

Le second martyr des Asturies

par Michel COLLINET

Depuis la chute de Santander, chacun pense avec horreur au sort des Asturies livrées sans défense à un nouveau massacre. Les Asturies sont encerclées, isolées, sans ravitaillement possible. Leur population ouvrière est vouée, à moins d'un miracle, à une nouvelle saignée. Il est impossible de ne pas rapprocher leur sort d'aujourd'hui de celui tout aussi tragique qu'elles subirent il y a exactement trois ans...

Octobre 1934 ! C'est aujourd'hui le deuxième anniversaire en pleine guerre civile de l'autre guerre menée avec une audace inouïe par les mineurs asturiens « montant, suivant une expression de Marx, à l'assaut du ciel » pour le socialisme et la liberté.

Octobre 1934 ! La réaction grandit en Espagne. Une coalition se forme entre le parti radical de Lerroux, traître à la république, et la droite catholique et fasciste de Gil Robles. Pour la première fois depuis l'avènement de la république, le fascisme s'installe au pouvoir dans le cadre même de la Constitution.

L'Espagne va-t-elle subir le sort de l'Autriche où, par étapes successives, Dollfus et la Heimwehr détruisent les dernières libertés, suppriment les organisations ouvrières ? Le prolétariat espagnol préfère la mort au sort subi par ses frères d'Allemagne et d'Autriche ; le 4 octobre, la grève générale est déclarée dans tout le pays par l'U.G.T., à la tête de laquelle se trouve notre camarade Largo Caballero. Il est clair cependant que pour abattre Lerroux et Gil Robles, une simple grève est insuffisante ; la lutte armée est nécessaire. En Catalogne, sous la pression de l'ALLIANCE OUVRIÈRE, dirigée par Joaquim Maurin (aujourd'hui emprisonné à Saragosse), Companys se décide à proclamer l'indépendance catalane ; malheureusement, les chefs du parti d'ESTAT CATALA (1). Dencas et Badia, trahissent le mouvement. En quarante-huit heures, Barcelone capitule devant les troupes de Madrid. Par contre, dans les Asturies, les mineurs et métallurgistes prennent les armes pour anéantir les forces gouvernementales et proclamer la république socialiste.

Dans les villages miniers de Mieres, de Pola, de la Felguera, etc., le prolétariat constitue des comités révolutionnaires, forme sa milice de combat et s'empare du pouvoir. Maîtresse de l'arsenal de Trubia, l'armée ouvrière marche sur Oviedo, la capitale des Asturies et, après sept jours de lutte, s'empare des quatre cinquièmes de la ville ainsi que de l'importante fabrique d'armes qui s'y trouve. Le 11 octobre, presque toute la province est aux mains des ouvriers. Anarchistes et socialistes sont unis pour proclamer la République ouvrière et paysanne ; l'ordre révolutionnaire règne, empêchant tout pillage, assurant le ravitaillement des populations, les soins aux blessés et l'organisation de la défense. Mais chaque jour la situation devient plus épouvantable : les avions de Lerroux mitraillent les localités, incendient Oviedo ; les croiseurs bombardent Gijón et le Tercio débarque sur les côtes cantabriques. Du 12 au 18 octobre, ce sera une lutte acharnée entre les mercenaires au service du gouvernement « républicain » de Lerroux, au service de Franco maintenant défenseur du capital sous quelque étiquette qu'il se présente et les mineurs, sans munitions, qui se battent avec la dynamite et leur désespoir contre l'armée de Lopez Ochoa. C'est l'évacuation d'Oviedo livrée aux flammes et à la soldatesque « républicaine », la retraite vers le bassin minier ; enfin la défaite des ouvriers encerclés, abandonnés de tout le reste du prolétariat. Il leur en coûte cinq mille morts, douze mille blessés, vingt mille prisonniers. Mais les morts ne sont pas tous morts dans la bataille, la majorité d'entre eux ont été assassinés sans défense possible après la bataille. Les horreurs de la Commune de Paris se rééditent là-bas, illustrant l'unité complète des méthodes réactionnaires de la bourgeoisie internationale.

(1) Rappelons que l'Estat Catala est un parti demi-fasciste, demi-nationaliste, dont l'activité provocatrice se trouve à la base des saugateuses journées de mai 1937 à Barcelone. Cf. « Espagne socialiste » n° 5, 1-6-37.)

A l'instar de son aînée la Commune de 1871, la Commune des Asturies a relevé le drapeau de la Révolution à une époque où partout, il devait s'incliner sous la pression du fascisme ; sa gloire est immortelle dans le vaste panthéon de la classe ouvrière. Elle a montré non dans les mots mais dans les faits que la seule lutte antifasciste était la lutte pour la Révolution socialiste, pour l'instauration de l'Etat ouvrier. Dans ces quinze jours tragiques, on reste confondu devant le génie des ouvriers créant sous le feu de l'ennemi, dans la terreur des bombardements aériens une nouvelle société sur les ruines de la République bourgeoise.

Depuis cette extraordinaire épopée révolutionnaire, tout le prolétariat espagnol a vécu sur la tradition et dans l'esprit de sacrifice des héroïques mineurs asturiens. C'est cet esprit que l'on retrouve en 1936, dans la guerre civile contre les généraux traîtres ; c'est le cri de guerre et le symbole U. H. P. de la Révolution asturienne (Union des frères prolétariens) qui est repris par la classe ouvrière de 1936. La formation des milices, révolutionnaires, la saisie des usines et des terres nobles, la création d'une administration et d'une police ouvrière faites en août 1936, continuent la double tradition des Communes asturiennes et parisiennes. Elles montrent qu'au fascisme, on ne peut opposer efficacement non une République bourgeoise incapable de s'opposer à son rejeton fasciste mais une République ouvrière appuyée sur le prolétariat en armes. Dans les creusets de 1934 et 1936, le vieux réformisme débile s'anéantit pour faire place à un jeune socialisme ivre d'action, seul moyen de gagner la guerre et de construire l'Espagne prolétarienne sur les ruines de l'Espagne bourgeoise. C'est ce que souligne PIETRO NENNI, délégué de l'I. O. S. dans la revue « Jeunesse » (octobre 1936) : C'EST AUTOUR DE CES EMBRYONS (les milices socialistes de 1934) QUE LA NOUVELLE MILICE S'EST ORGANISÉE, FAISANT SURGIR DU CHAOS UNE ŒUVRE ENCORE IMPARFAITE MAIS QUI EST ACQUISE DEFINITIVEMENT A LA REVOLUTION, QUI EST LA CONDITION MEME ET LA GARANTIE DE LA REVOLUTION. IL N'Y A PAS DE VERITABLE REVOLUTION LA OU IL N'Y A PAS DE DESTRUCTION DE L'ETAT ENNEMI, DE L'ARMEE ET DE LA POLICE ET CREATION D'UNE ARMEE ET D'UNE POLICE REVOLUTIONNAIRES.

Il en a été ainsi pendant des mois ; mais le blocus de la fausse non-intervention a contribué à désarmer et étrangler la Révolution. Sans armes, celle-ci a dû passer sous les fourches caudines de la bourgeoisie internationale. L'esprit des Asturies, prolétarien et révolutionnaire a dû céder la place aux méthodes et à l'administration bourgeoises. La police, les gardes d'assaut ont été reconstitués, rééquipés ; les organisations ouvrières ont été écartées des postes de direction ; et, pour couronner cette évolution vers la bourgeoisie : PORTELA VALLADARES, GUERRA DEL RIO, MIGUEL MAURA, tous complices ou responsables des massacres de 1934, tous amis de Franco, pendant un an sont revenus d'exil pour appuyer la reconstitution de la République bourgeoise, la limitation ou la distinction des grandes conquêtes sociales du prolétariat en l'année 1936.

Ainsi la Révolution s'éloigne en même temps que passent les anniversaires d'octobre ; et la nouvelle tragédie des Asturies, victimes du blocus, de la non-intervention et du recul de la Révolution espagnole, nous rappelle que la lutte antifasciste n'a pas de sens si elle n'est pas une lutte pour le socialisme ; qu'il est fou et criminel de croire que des bourgeois républicains, hier complices de la réaction, veulent et peuvent se battre contre le fascisme dont ils sont les cousins germains.

Comme l'écrivait, il y a un an, notre camarade PIETRO NENNI dans l'article déjà cité : « SOUS LE DRAPEAU DE LA DEFENSE REPUBLICAINE S'ACCOMPLIT LA REVOLUTION SOCIALE. CES MOTS MEMES DE DEFENSE REPUBLICAINE N'ONT DE SENS QUE DANS LA MESURE OU ILS EXPRIMENT LA MARCHÉ DE LA

QU'IMPORTE LA MORT !

L'article émouvant que nous reproduisons ci-dessous a été adressé à la Dépêche de Toulouse (4 octobre) par son correspondant d'Espagne. C'est un témoignage magnifique de l'héroïsme de nos camarades asturiens.

Le temps est beau. N'empêche que depuis quelques jours l'automne est là. Dans trois ou quatre semaines, les pays de montagne commenceront à devenir les régions des bourrasques, de la pluie, des tempêtes, de la neige. « Si les mineurs pouvaient tenir jusque-là ! » « Ah ! si toute l'Espagne loyaliste faisait le même effort, répondent les mineurs, ce serait facile ». C'est le reproche douloureux et sanglant qui vient du nord. C'est la voix du député de Santander, le camarade Bruno Alonso qui l'exalte transi de tristesse.

« Tout ce qui peut porter les armes est mobilisé dans les Asturies. Tout est jeté dans la lutte : les vies et les avoirs. Il n'y a qu'un seul cœur et une seule volonté : se battre ; vaincre ou mourir. Tandis que dans les provinces du centre et du Levant... Un arrière désuni, des offensives au compte-goutte de l'égoïsme partout. »

Qui peut mettre en doute, en effet, que si l'élan et l'enthousiasme avaient été partout comme dans les Asturies, les événements auraient changé de face ? Là est tout le problème de la guerre et de la révolution : les différences de désirs et les différences d'intensité dans la foi. L'admiration pour les Asturiens farouches n'en fait qu'augmenter. Ils ne peuvent attendre aucun secours de personne et de nulle part. Ils le savent. Ils savent qu'ils ne peuvent pas vaincre et qu'il ne leur reste peut-être qu'à mourir. Mais au lieu de les affaiblir, cette terrible perspective les exalte davantage.

D'aucuns pourraient partir, comme le directeur du journal Avance, d'Oviedo, déjà amputé d'une jambe pour blessure de guerre. Sur la demande du groupement professionnel des journalistes de Madrid, dont il fait toujours partie, le ministre de la défense l'autorise à se transférer à Valence. Le délégué du gouvernement fait alors connaître la réponse du tuteur invalide : « Javier Bueno refuse de partir du nord sous aucun prétexte ». Il soit combien la victoire est difficile, mais il veut rester avec ses mineurs révolutionnaires jusqu'au bout. Jusqu'à la mort s'il le faut.

La mort n'est d'ailleurs pas pour effrayer Javier Bueno (1). Il y a trois ans qu'il l'affronte. Je pourrais même dire, moi qui depuis de longues années connais ses profondes convictions révolutionnaires ainsi que son enthousiasme froid et résolu, qu'il la recevrait peut-être aujourd'hui en amie. Car sa douleur, ainsi que celle d'autres qui peinent avec lui, doit être immense.

La décision de Javier Bueno n'est qu'un des nombreux traits qui nous viennent des Asturies ; mais c'est un trait représentatif sur lequel je me suis étendu avec d'autant plus de complaisance qu'à côté du révolutionnaire il y a l'ami et le confrère.

La voix de Javier Bueno a été un rappel au devoir individuel, et celle de Bruno

(1) Javier Bueno fut un héros de la Révolution d'octobre. Fait prisonnier à la fin d'octobre par les policiers du gouvernement, il se refusa, malgré de terribles tortures, à révéler les cachettes où les mineurs avaient enseveli leurs fusils.

REVOLUTION VERS LES OBJECTIFS POLITIQUES ET SOCIAUX DU PROLETARIAT, DES PAYSANS ET DE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION.

Le double martyr des Asturies, où se réalisa la véritable unité ouvrière, écrasée une première fois par la République bourgeoise, une deuxième fois par le fascisme militaire, toujours abandonnée, n'est que la conséquence inéluctable de l'attitude du prolétariat international et de ses organisations ; car, ne voulant pas briser le vieil appareil d'Etat de la bourgeoisie, ils se montrent incapables de résoudre par les seules voies possibles le grand dilemme de notre époque : SOCIALISME OU FASCISME.

MICHEL COLLINET.

Alonso, au devoir collectif. C'est la première fois que l'on a dit les choses avec une telle ardeur. Les temps ne sont plus aux euphémismes, et ces dures vérités ont pénétré profondément dans les cœurs loyalistes. « Notre sensibilité, dit Politica, reconnaît vivement la raison qu'ont les Asturiens pour être mécontents de la passivité des autres personnes... Les déclarations de Bruno Alonso constituent non seulement un reproche justifié, mais aussi une accusation précise qui touche plus ou moins tout le monde... Elles nous indiquent clairement que notre solidarité n'a pas atteint le rythme et les vibrations exigées par les circonstances... C'est une épine qu'il faut arracher de notre conscience sans penser aux sacrifices qu'il peut en coûter. »

En attendant que l'épine soit arrachée, les mineurs asturiens se font tuer avec un héroïsme auquel leurs ennemis rendent hommage. Ces derniers reconnaissent cette résistance héroïque n'ayant que la mort pour limite. Il en est ainsi sur toutes les lignes d'offensive, où les tranchées se remplissent de cadavres. « Dans les lignes défendant Ribadesella, disent les franquistes, la résistance a été si acharnée que le nombre de prisonniers a été infime. » C'était bien la consigne : « vaincre ou mourir ».

Ils ne peuvent pas vaincre et ils meurent avec un désespoir pathétique sur tous les fronts des Asturies. On leur a dit : « Gagnez du temps » ; « gagnez l'automne » ; « défendez-vous jusqu'à la mort ». Et ils le font sans aucun geste théâtral. On n'avait d'ailleurs pas besoin de le dire. L'humble voix d'un humble combattant l'assure dans une lettre dont je ne citerai qu'une phrase qui est une étonnante synthèse de pensées et de sentiments : « Qu'importe mourir s'ils ne passent pas. Et s'ils passent, qu'importe mourir aussi ! »

Ainsi, contre tout et contre tous, en une admirable défensive échelonnée, faite de résistance et d'attaques, de replis et de réactions, ils disputent les rivières, les bois, les rochers, pas à pas, sans jamais se lasser et jamais se décourager. Un dernier regard à ceux qui tombent, et l'on se prépare à tomber peut-être à son tour. L'état-major central, qui s'y connaît en héroïsmes, leur décerne le plus bel hommage : « Héros et martyrs, ils ont accepté leur sombre destin avec une sérénité stoïque digne de toutes les admirations ».

« Gagner du temps » ; « gagner l'automne » ; « se défendre jusqu'à la mort » ! Terribles consignes qu'il accomplissent farouchement, avec un dédain absolu de la vie, en des gestes et des actes d'épopée qui resteront dans l'oubli.

Lettre du Centre d'hébergement de Dôle

(Suite de la page 3)

Nous avons ici des réfugiés dont toute la famille est emprisonnée par Franco quand elle n'a pas été assassinée. Fatigués de cette vie de bohème et désireux d'en finir, elles ont décidé de retourner à Bilbao... Au moment même où vous faisiez connaître votre décision et où les premières expulsions s'opéraient, les journaux rendaient compte des tragiques bombardements de Barcelone et de Valence. Des dizaines d'enfants parmi les victimes. Nous avons soixante petits Espagnols ici : par vos soins généreux, ils vont retourner sous les bombes. Et pensant à nos propres enfants, nous espérons que ceux-là, arrachés à la mort, avaient le droit de vivre. Mais vous ne devez pas avoir d'enfants, Monsieur le Ministre... Ceux-là connaîtront bientôt, à nouveau grâce à vous, les horreurs des bombardements. S'il leur arrive malheur, Monsieur le Ministre, vous en porterez la responsabilité et nous saurons vous le rappeler.

Recevez, Monsieur le Ministre, avec notre protestation, l'expression de notre salut antifasciste.

Pour le Comité et par ordre,

Le Gérant : J. LEFEUVRE.



Travail exécuté par une équipe d'ouvriers syndiqués.

Imprimeries Parisiennes Réunies, 10, rue du Faubourg-Montmartre, Paris. E. Fuzat, imprimeur.

« Qu'importe mourir s'ils ne passent pas !
« Et s'ils passent qu'importe mourir aussi ! »

(LETTRE D'UN MINEUR ASTURIEN.)